

O E J U I L F A U T S A V O I R . . .  
du problème de la main d'oeuvre

La Commission de la Main d'oeuvre du Plan de Modernisation et d'Equiperment (Plan Monnet) chiffre les effectifs ouvriers supplémentaires nécessaires à fin 1947, à 480.000. Si l'on y ajoute les 500.000 prisonniers allemands à remplacer dans le même délai, on aboutit à 980.000, dont 300.000 spécialistes environ. Le Plan admet que de 1948 à 1950, 800.000 ouvriers et techniciens seront nécessaires en plus.

ACCROISSEMENT de la PRODUCTIVITE : Le Plan prévoit, outre l'accroissement quantitatif de la main d'oeuvre (qui intéresse le moins les capitalistes), un accroissement qualitatif de la productivité ou rendement individuel. Comme dit le Plan : "Si l'augmentation de la production devait être envisagée au prix d'un accroissement de main d'oeuvre sans augmentation de la productivité de celle-ci, le résultat serait très insuffisant puisqu'il n'y aurait pas d'abaissement sensible du prix de revient". C'est donc sur "l'augmentation du rendement de la main d'oeuvre que doit porter l'effort maximum". Quelles sont les mesures prévues dans ce but ?

- a) Le renouvellement et la modernisation de l'outillage, spécialement dans les mines et l'industrie mécanique et métallurgique.
- b) L'augmentation du rendement horaire de l'ouvrier, par la généralisation du salaire aux pièces, combiné avec des primes au rendement et un élargissement de la hiérarchie des salaires.
- c) La rationalisation poussée des postes de travail et services techniques.

Compte tenu des conséquences d'une modernisation de l'outillage, l'essentiel de l'augmentation de la productivité sera demandé aux efforts de l'ouvrier. C'est donc contre cette surexploitation qu'il doit s'exercer la résistance, avec des moyens d'ordre soigneusement étudiés en fonction des plans patronaux.

ACCROISSEMENT des EFFECTIFS de la MAIN-d'OEUVRE : Il faut faire entrer dans ce chapitre la généralisation de la semaine de 48 h. Sur cette base le Plan Monnet propose des mesures identiques à celles que proposaient l'Etat et le patronat sous l'occupation. En dehors d'une politique de service du travail obligatoire, vers laquelle s'oriente la bourgeoisie, leur succès sera maigre. Voici ces mesures :

- a) Réduction des effectifs de l'armée, en vue de récupérer 150.000 ouvriers en France, mais les cadres déçagés, paresseux et ignorants, préfèrent aller à la formation professionnelle, l'évasion vers les administrations et le commerce de plus en plus l'Indochine et la surveillance des colonies freinent sans doute la démobilisation.